

AA-011722-001
Gestion Inclusive et durable des forêts du Maroc

Assistance technique pour le suivi de l'exécution du projet

#	Sujet	Questions	Réponses BEI
1	Portée des références recevables selon le critère 5.3(a)	Les Instructions exigent au moins 2 missions de conseils dans le domaine de la foresterie/ressources naturelles couvrant l'accompagnement institutionnel et la préparation et/ou la revue d'étude de faisabilité, dont une mission ayant soutenu des unités d'implémentation de projets (UIP/PIU) financés par des Institutions Financières Internationales (IFI) ou des bailleurs internationaux équivalents. L'Autorité contractante peut-elle confirmer si des références dans des secteurs étroitement liés tels que la gestion des bassins versants, les aires protégées, la restauration des terres, le développement agricole ou le développement rural territorial sont admissibles lorsqu'elles incluent clairement le soutien institutionnel requis et/ou la revue d'étude de faisabilité / pré-faisabilité ?	L'Autorité contractante confirme que des références réalisées dans des secteurs étroitement liés à la foresterie et à la gestion des ressources naturelles, tels que la gestion intégrée des bassins versants, les aires protégées, la restauration des terres, l'agriculture durable ou le développement rural territorial, peuvent être considérées comme admissibles, à condition que les missions portent clairement sur des problématiques de gestion durable des ressources naturelles et/ou des usages des terres, et qu'elles incluent de manière démontrable un accompagnement institutionnel ainsi que la préparation et/ou la revue d'études de faisabilité ou d'analyses équivalentes.
2	Définition de « préparation et/ou revue d'étude de faisabilité ».	L'Autorité contractante peut-elle préciser si cette exigence inclut des missions impliquant l'évaluation, le filtrage, due diligence, la revue de conception, la pré-faisabilité, l'analyse technico-économique, ou la préparation/examen de dossiers d'investissement ou de packages d'allocation, lorsque celles-ci sont fonctionnellement équivalentes à la préparation/examen d'une étude de faisabilité ?	L'Autorité contractante confirme que l'exigence relative à la « préparation et/ou revue d'étude de faisabilité » couvre également des missions impliquant notamment : (i) des analyses de pré-faisabilité, (ii) des évaluations techniques, économiques et financières, (iii) des revues de conception de projets, (iv) des exercices de filtrage, d'évaluation ou de due diligence, ou (v) la préparation / revue de dossiers d'investissement ou de packages d'allocation, dès lors que ces travaux sont fonctionnellement équivalents à une étude de faisabilité et qu'ils permettent d'éclairer une décision d'investissement ou de mise en œuvre de projet. L'équivalence devra être clairement justifiée et documentée dans les références soumises.
3	Critère 5.3(c):	Merci de confirmer que l'exigence ne se limite pas à des contrats exclusivement consacrés à l'E&S, et que des missions de conseil plus larges intégrant une composante E&S significative et identifiable sont recevables, à condition que cette composante couvre bien des ESIA, ESMP/PGES ou instruments équivalents mis en œuvre selon des normes internationales, et qu'elle soit clairement démontrée dans les références soumises. Merci également de confirmer si les ESIA/ESMP doivent porter exclusivement sur des projets en lien avec les secteurs forêts/NRM/Usage des terres ou non.	L'Autorité contractante confirme que le critère 5.3(c) ne se limite pas à des contrats exclusivement dédiés aux aspects environnementaux et sociaux. Des missions de conseil plus larges intégrant une composante E&S significative, identifiable et documentée sont recevables, à condition que cette composante comprenne des ESIA, ESMP/PGES ou des instruments équivalents, mis en œuvre conformément à des normes environnementales et sociales internationales (par exemple BEI, Banque mondiale, ou équivalent). Les études E&S présentées en référence ne doivent pas nécessairement porter exclusivement sur des projets du secteur forestier ou NRM, mais doivent concerner des projets comparables en termes d'impacts environnementaux et sociaux, notamment dans des secteurs liés à l'utilisation des terres, aux infrastructures ou aux ressources naturelles.
4	Limite de pages Organisation & Méthodologie vs étendue du contenu attendu	Compte tenu du grand nombre de flux de travail et de la nécessité d'expliquer les rôles du consortium, la sous-traitance, les capacités, la réduction des risques, la mobilisation, le séquençage des activités et l'allocation des ressources, l'Autorité contractante peut-elle confirmer si des matrices, graphiques / plannings de personnel annexés au-delà de la limite de 30 pages peuvent être utilisés sans pénalité, à condition que le récit principal reste dans un délai de 30 pages ?	L'Autorité contractante rappelle que, conformément aux Instructions aux soumissionnaires, le document « Organisation et méthodologie » ne doit pas dépasser 30 pages, hors annexes. Il est confirmé que des annexes (par exemple : matrices de rôles et responsabilités, organigrammes détaillés, plannings de mobilisation du personnel, diagrammes ou tableaux de répartition des ressources) peuvent être jointes au-delà de la limite de 30 pages, sans pénalité, à condition que (i) le corps principal narratif du document (justification, stratégie, description des activités, organisation de l'équipe, analyse des risques, calendrier) respecte strictement la limite de 30 pages ; et (ii) les annexes servent uniquement de support illustratif ou complémentaire, sans introduire d'éléments nouveaux essentiels à l'évaluation qui ne figureraient pas dans le document principal.

AA-011722-001
Gestion Inclusive et durable des forêts du Maroc
-

Assistance technique pour le suivi de l'exécution du projet

5	Frontière des Tâches 5 et 6 par rapport au mandat principal de mise en oeuvre et de soutien	<p>L'Autorité Contractante peut-elle préciser si les Tâches 5 et 6 font partie du champ d'action principal de l'entreprise à fournir de manière proactive dès le début du contrat, ou s'il s'agit de fenêtres de soutien spécialisé optionnelles / à la demande à activer par l'ANEF via des demandes spécifiques ? Les conditions d'utilisation précisent que les appuis relevant des sous-tâches 5.1 à 5.6 seront sollicités selon les besoins et soumis à des conditions d'utilisation spécifiques, ce qui crée une incertitude quant au personnel et aux tarifications.</p> <p>Les Tâches 5 et 6 font partie intégrante du périmètre global du marché. Toutefois, leur mise en œuvre opérationnelle est prévue de manière progressive et à la demande, en fonction des besoins identifiés par l'ANEF au cours de l'exécution de la mission et dans le cadre du pilotage du projet. Conformément aux termes de référence, les appuis relevant des sous-tâches 5.1 à 5.6 ainsi que de la Tâche 6 feront l'objet, le cas échéant, de demandes spécifiques de la part de l'ANEF précisant notamment le contenu, les livrables attendus et les profils d'expertise requis.</p> <p>Les soumissionnaires sont invités à décrire dans leur offre leur approche méthodologique et leur capacité à mobiliser les expertises nécessaires, tout en tenant compte de ce caractère modulable et activable selon les besoins.</p>
6	Clarification sur la portée géographique et la présence sur le terrain	<p>Les TDR identifient quatre régions DRANEF, mais précise également que le choix des sous-projets reste soumis à une sélection ultérieure selon les attributions. L'Autorité contractante peut-elle confirmer si les soumissionnaires doivent assumer une présence régionale permanente dans les quatre régions dès le départ, ou adopter un modèle de déploiement flexible basé sur le déploiement approuvé par les sous-projets ?</p> <p>L'Autorité contractante confirme que les soumissionnaires ne sont pas tenus d'assurer une présence régionale permanente dans chacune des quatre régions DRANEF dès le démarrage du contrat.</p> <p>Le déploiement des équipes sur le terrain devra être organisé de manière flexible et proportionnée, en fonction de la sélection progressive des sous-projets, de leur localisation et de leur calendrier de mise en œuvre.</p>
7	Une entreprise basée au Royaume-Uni peut-elle faire partie d'un consortium en tant que membre du consortium ?	<p>L'autorité contractante confirme que la participation à cet appel d'offre est ouverte à tous les candidats qui répondent aux critères définis dans les Instructions aux soumissionnaires, y compris ceux provenant du Royaume-Uni</p>
8	Une entreprise basée au Royaume-Uni peut-elle apporter des références en tant qu'entité mettant ses ressources à la disposition du soumissionnaire ?	<p>Voir Clarification n°7</p>
9	Le contrat sera-t-il soumis à des taxes locales telles que les droits d'enregistrement, ou sera-t-il susceptible d'être soumis à la retenue à la source de 10 % prévue par le Code Général des Impôts marocain pour les paiements effectués à des entités non résidentes ?	<p>Comme mentionné à la section 20 des Instructions aux soumissionnaires, la BEI bénéficie d'une exonération de TVA sur ses achats effectués dans les États membres de l'Union européenne (UE) en vertu de l'article 21 du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne (...) et de l'article 151, paragraphe 1, point b), de la directive 2006/112/CE du Conseil relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, et que le soumissionnaire doit mentionner le prix net de toute taxe. Un certificat d'exonération de TVA intracommunautaire (formulaire 15.10) pourra être fourni, sur demande, afin de permettre la justification auprès des autorités fiscales locales, l'émission d'une facture hors TVA. L'autorité contractante confirme également que les projets BEI réalisés au Maroc sont régis par une convention-cadre MEDA signées entre l'UE, la BEI et le Maroc, cette convention incluant des dispositions fiscales et douanières. D'autre part, un accord de coopération entre la BEI et le promoteur est en cours de négociation</p> <p>Par ailleurs, nous confirmons que le Contractant reste responsable de la bonne application des règles relatives à la TVA, ou à toute autre taxe, au lieu où il est assujéti, et/ou dans le pays bénéficiaire</p>
10	Étant donné que le contrat pourrait impliquer l'existence d'un établissement permanent au Maroc, le consultant doit appliquer la TVA conformément à la réglementation locale. Pouvez-vous confirmer si l'entité contractante bénéficie d'une exonération de TVA au Royaume du Maroc, et si cette exonération serait également applicable au consultant ?	<p>Voir Clarification n°9</p>

AA-011722-001
Gestion Inclusive et durable des forêts du Maroc
-
Assistance technique pour le suivi de l'exécution du projet

11	Afin de garantir la comparabilité des offres financières, serait-il possible de préciser de manière uniforme si un bureau situé à proximité de l'ANEF et « un ou deux bureaux secondaires à proximité des lieux d'activité » doivent être pris en compte dans le budget ou s'ils seront systématiquement mis à disposition par le promoteur?	L'Autorité contractante confirme que, conformément au cahier des charges, le consultant est tenu de prévoir un bureau principal à proximité des bureaux de l'ANEF. L'ouverture éventuelle d'un ou deux bureaux secondaires à proximité des lieux d'activité pourra être envisagée en fonction des besoins opérationnels du projet, sur demande du de l'ANEF, et après validation de la BEI. Les soumissionnaires doivent intégrer l'ensemble des coûts liés aux bureaux nécessaires à l'exécution de la mission dans les honoraires des experts, y compris le bureau principal. Lorsque des locaux sont mis à disposition par le Promoteur (au niveau central ou régional), cela se fera sous réserve de disponibilité et sans garantie systématique. Les soumissionnaires ne doivent donc pas présumer que ces locaux seront automatiquement fournis et doivent structurer leur offre de manière à garantir la continuité de la mission indépendamment de cette mise à disposition éventuelle.
12	Étant donné qu'il y a deux jours fériés en Allemagne avant la date limite de soumission de l'offre, ce qui entraîne une augmentation des absences, nous souhaiterions demander une prolongation de cette date limite de soumission	L'autorité contractante accepte de repousser la date limite de réception des offres au 04/06/2026. Les Instructions aux soumissionnaires ont été révisées en conséquence et un corrigendum à l'avis de marché sera disponible prochainement
13	Le cahier des charges (p.28) indique qu'un local pourrait être mis à disposition par le Promoteur. Est-ce que ce local pourrait servir de bureau de projet et/ou dans quelles circonstances pourra-t-il être utilisé par le Consultant ?	Voir Clarification n°11 L'Autorité contractante confirme que le local mentionné au cahier des charges pourrait être mis à disposition par le Promoteur, sous réserve de disponibilité. Ce local pourrait servir de bureau de coordination ou de bureau de projet, notamment pour les besoins de réunions, de coordination avec l'UGP ou de travail sur site, mais ne dispense pas le consultant de prévoir ses propres installations et moyens logistiques conformément aux termes du marché.
14	Le cahier des charges (p.24) indique que tous les frais de déplacements et autres frais liés aux missions sur le terrain doivent être inclus dans les honoraires des experts. Bien que nous notons que leur localisations exactes seront indiquées dans l'Etude Préparatoire, nous aurions besoin de connaître une estimation de leur nombre/fréquence estimée afin de pouvoir budgéter au mieux ces frais.	À ce stade, le nombre exact, la fréquence et la localisation précise des missions sur le terrain ne peuvent pas être définis de manière exhaustive, dans la mesure où ils dépendront notamment de la sélection progressive des sous projets, de leur calendrier de mise en œuvre et des besoins opérationnels identifiés en cours d'exécution. Toutefois, à titre purement indicatif et non contractuel, et afin de faciliter l'estimation budgétaire des soumissionnaires, le déploiement attendu pourrait raisonnablement correspondre, en régime de croisière, à de l'ordre de 1 mission terrain par région et par trimestre, soit environ 14 à 18 missions terrain par an sur l'ensemble des quatre régions concernées. La durée typique d'une mission terrain est estimée entre 3 et 5 jours, en fonction de la nature des activités à réaliser (suivi des travaux, appui E&S, coordination, etc.). Les soumissionnaires sont invités à baser leur offre financière sur des hypothèses prudentes et cohérentes avec l'ampleur du projet et sa durée, tout en conservant la flexibilité requise pour s'adapter aux besoins réels du projet.
15	En tenant compte de la complexité de cet appel d'offres et de cette période de l'année incluant plusieurs périodes de congés durant la période d'avril-mai, serait-il possible de demander une extension de deux semaines pour la soumission de l'offre ?	Voir Clarification n°12
16	Il est requis pour le profil de l'Expert Principal 2 (p.26), « cinq ans d'expérience (...) pour des projets financés par des IFI (...) et/ou des projets devant se conformer avec les directives de l'UE ou de la BEI ». Pourriez-vous indiquer si des bailleurs de fonds internationaux tels que l'UE mais également USAID, MCC/MCA ou la GIZ sont également considérés comme éligibles au vu de leurs procédures de passation de marché semblables	L'Autorité contractante confirme que, pour l'Expert principal 2, l'expérience acquise dans des projets financés par des bailleurs de fonds internationaux appliquant des procédures de passation de marchés comparables à celles des IFI est recevable. Cela inclut notamment des projets financés par l'Union européenne, la Banque mondiale, la BAD, la BERD, la KfW, mais également, le cas échéant, par des institutions telles que USAID, MCC/MCA ou la GIZ, sous réserve que les procédures mises en œuvre soient équivalentes et clairement démontrées dans le CV et les références présentées.

Il est requis pour le profil de l'Expert Principal 3 (p.26), « huit ans d'expérience dans des contextes internationaux ». Pourriez-vous confirmer que des projets financés par des bailleurs internationaux au sein d'un pays étranger sont considérés comme des contextes internationaux ? Par exemple, un consultant marocain ayant travaillé pour un projet financé par l'UE ou la BEI au sein du Maroc.

L'Autorité contractante confirme que l'expérience acquise dans le cadre de projets financés par des bailleurs internationaux (tels que l'UE, la BEI ou d'autres IFI), même lorsque les projets sont mis en œuvre dans le pays de nationalité du consultant, peut être considérée comme une expérience dans des contextes internationaux. Cette expérience devra toutefois démontrer une exposition effective à des cadres institutionnels, normatifs et opérationnels internationaux, ainsi qu'à des modalités de travail comparables à celles de projets internationaux.